

**A\_2022\_15**  
**ARRETE portant BONIFICATION D'ANCIENNETÉ EXCEPTIONNELLE de**  
**Monsieur LALUT Pascal**

Adjoint technique territorial principal de 2ème classe

Monsieur le Maire d'AUSSAC-VADALLE

**Vu** le code général des collectivités territoriales,  
**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,  
**Vu** le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié avec effet du 01/01/2007 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints techniques territoriaux,  
**Vu** le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 avec effet du 01/01/2017 fixant l'échelle indiciaire applicable à ce grade,  
**Vu** le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 avec effet du 1/01/2017 fixant la durée de carrière applicable à ce grade,  
**Vu** le décret n° 2021-1818 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle,  
**Considérant que** Monsieur LALUT Pascal est adjoint technique territorial principal de 2ème classe au 9ème échelon, I.B./446 (I.M./392), relevant de l'échelle C2,  
**Considérant qu'il** convient d'attribuer une bonification exceptionnelle d'un an à Monsieur LALUT Pascal à compter du 01/01/2022,

ARRETE

ARTICLE 1 : La situation de Monsieur LALUT Pascal est modifiée comme suit à compter du 01/01/2022 :

Situation actuelle	Situation nouvelle
A compter du 01/01/2022 Adjoint technique territorial principal de 2ème classe 9ème échelon Indice Brut : 446 Indice Majoré 392 Echelle C2	A compter du 01/01/2022 Adjoint technique territorial principal de 2ème classe 9ème échelon Indice Brut : 446 Indice Majoré : 392 Echelle C2
Soit un reliquat de 1 an 6 mois 9 jours	Soit un reliquat de 2 ans 6 mois 9 jours

ARTICLE 2 : La secrétaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Ampliation adressée au :  
Président du Centre de Gestion,  
Comptable de la collectivité.

Fait à AUSSAC-VADALLE  
Le 08 février 2022

Le Maire  
Gérard LIOT

  


Monsieur le Maire - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, - informe qu'en application des dispositions du décret N° 65-29 du 11 Janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le 15/02/2022  
Signature de l'agent

